



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA
RÉGION NOUVELLE-
AQUITAINE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R75-2020-098

PUBLIÉ LE 21 JUILLET 2020

Sommaire

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-07-15-017 - Arrêté n° 2020-111 du 15 juillet 2020 relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins relevant du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine et pour la période de dépôt des demandes d'autorisation ouverte du 1er août au 30 septembre 2020 (34 pages) Page 4

DIRECCTE NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-07-20-001 - Arrêté portant formation pratique pour assurer les contrôles mentionnés à l'article L. 6361-5 du code du travail (2 pages) Page 39

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-25-010 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - BELLY Kelly (33) (1 page) Page 42

R75-2020-05-14-008 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - DOUGNAC Sylvie (33) (1 page) Page 44

R75-2020-05-25-011 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - EARL VIGNOBLES MIO ET FILS (33) (1 page) Page 46

R75-2020-05-25-012 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - MARCHAND Aurelien (33) (1 page) Page 48

R75-2020-05-14-009 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SAS ENZO IDE (33) (1 page) Page 50

R75-2020-05-14-010 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SCEA DE MAUPAS (33) (1 page) Page 52

R75-2020-05-14-011 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SCEA PIERRE CORDONNIER (33) (1 page) Page 54

R75-2020-05-14-012 - Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SIRAC Mathieu (33) (1 page) Page 56

R75-2020-05-11-005 - Arrêté modificatif portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - EARL CDIRECBIO (47) (2 pages) Page 58

R75-2020-05-07-006 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - ASSOCIATION LES TISSERANDS (23) (2 pages) Page 61

R75-2020-05-07-007 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - COURAUD Cedric (23) (2 pages) Page 64

R75-2020-05-07-004 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - COURTY Gilles (23) (2 pages) Page 67

R75-2020-05-05-002 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - EARL FONTENOIS (16) (2 pages) Page 70

R75-2020-05-07-008 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - GAEC DE LAGEAUMONT (23) (2 pages) Page 73

| | |
|--|---------|
| R75-2020-05-07-005 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - GAEC DE VERVIALLE (23) (2 pages) | Page 76 |
| R75-2020-05-14-013 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - LAHET Patrice (40) (2 pages) | Page 79 |
| R75-2020-05-07-009 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - VEYSSET Sebastien (23) (2 pages) | Page 82 |

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-07-15-017

Arrêté n° 2020-111 du 15 juillet 2020 relatif aux bilans
quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins
relevant du schéma régional de santé de la région
Nouvelle-Aquitaine et pour la période de dépôt des
demandes d'autorisation ouverte du 1er août au 30
septembre 2020

Arrêté n° 2020-111

relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes :
médecine, chirurgie, gynécologie obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale, activités interventionnelles sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie, médecine d'urgence, réanimation, activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation et activités biologiques de diagnostic prénatal, examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales,
relevant du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine

**Le directeur général
de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine**

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 6122-9, et R. 6122-25 à R. 6122-31,

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, notamment son article 136 ;

VU l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

VU l'ordonnance n°2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

VU le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant délimitation des zones du schéma régional de santé de Nouvelle-Aquitaine donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2019 modifié du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant fixation pour l'année 2020 des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et des demandes de renouvellement d'autorisation présentées au titre de l'article R. 6122-27 du code de la santé publique ;

VU la décision du 4 juin 2020 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant délégation permanente de signature, publiée le 5 juin 2020 au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine (R75-2020-077) ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Les bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes, relevant du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine :

- médecine,
- chirurgie;
- gynécologie obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale,
- activités interventionnelles sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie;
- médecine d'urgence,
- réanimation,
- activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation et activités biologiques de diagnostic prénatal,
- examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales,

sont établis conformément aux tableaux joints en annexe, pour la période de dépôt des demandes d'autorisation et des demandes de renouvellement d'autorisation ouverte du 1^{er} août au 30 septembre 2020.

ARTICLE 2 : Dans les deux mois de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS,
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre des solidarités et de la santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

(Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 3 : Ces bilans feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine, d'une insertion sur le site de l'ARS Nouvelle-Aquitaine : www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr et d'un affichage au siège et dans les délégations départementales de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

A Bordeaux, le 15 juillet 2020

Le Directeur général
de l'Agence Régionale de Santé
Nouvelle-Aquitaine

Michel LAFORCADE

**Arrêté relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins
pour les activités relevant du schéma régional de santé
de la région Nouvelle-Aquitaine**

**(Période de dépôt des demandes d'autorisation
ou de renouvellement d'autorisation
du 1^{er} août au 30 septembre 2020)**

ANNEXE

Médecine

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 3 | 6 | 3 | 6 | non | non |
| Médecine HDJ | 3 | 4 | 3 | 6 | non | oui |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 2 | 7 | 2 | 7 | non | non |
| Médecine HDJ | 2 | 7 | 2 | 7 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 2 | 3 | 2 | 3 | non | non |
| Médecine HDJ | 2 | 3 | 1 à 2 | 3 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 3 | 2 | 2 à 4 | 2 | oui | non |
| Médecine HDJ | 4 | 1 | 2 à 4 | 2 | non | oui |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|---|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 2 | 9 | 2 | 7 à 9 | non | non |
| Médecine HDJ | 2 | 5 | 1 à 2 | 7 à 9 | non | oui |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|---|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 19 | 12 | 14 à 18 | 11 à 12 | non | non |
| Médecine HDJ | 20 | 7 | 17 à 20 | 12 à 13 | non | oui |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|---|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 3 | 2 | 3 à 4 | 2 à 3 | oui | oui |
| Médecine HDJ | 5 | 2 | 3 à 6 | 2 à 3 | oui | oui |

TERRITOIRE DE LOT-ET-GARONNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|---|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 3 | 4 | 3 | 4 | non | non |
| Médecine HDJ | 3 | 2 | 3 | 4 | non | oui |

TERRITOIRE NAVARRE COTE-BASQUE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 6 | 6 | 5 à 6 | 5 à 6 | non | non |
| Médecine HDJ | 4 | 2 | 4 à 5 | 5 à 7 | oui | oui |

TERRITOIRE BEARN ET SOULE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 5 | 3 | 4 à 6 | 3 | oui | non |
| Médecine HDJ | 5 | 2 | 4 à 6 | 3 | oui | oui |

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 2 | 4 | 2 | 4 | non | non |
| Médecine HDJ | 2 | 1 | 2 | 4 | non | oui |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 3 | 4 | 3 | 4 | non | non |
| Médecine HDJ | 3 | 4 | 3 | 4 | non | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|---|--------------------------------------|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Médecine HC | 3 | 6 | 3 à 4 | 5 à 6 | oui | non |
| Médecine HDJ | 4 | 4 | 4 à 5 | 3 à 6 | oui | oui |

Médecine sous la forme d'hospitalisation à domicile (HAD)

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 2 | 1 à 2 | non |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 5 | 4 à 5 | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 4 | 4 | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE DE LOT-ET-GARONNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE NAVARRE COTE-BASQUE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 2* | 1 à 2* | non |

*dont 1 structure autorisée exclusivement en obstétrique

TERRITOIRE BEARN ET SOULE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 3 | 3 | non |

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 3 | 2 à 3 | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 2 | 2 à 3 | oui |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Médecine sous la forme HAD | 2 | 2 | non |

Chirurgie

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 3 | 1 | 2 à 3 | 1 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 3 | 1 | 2 à 3 | 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 5 | 5 | 3 à 5 | 3 à 5 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 5 | 5 | 3 à 5 | 3 à 5 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 3 | 2 | 2 à 3 | 1 à 2 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 3 | 2 | 2 à 3 | 1 à 2 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 2 | | 1 à 2 | | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 2 | 1 | 1 à 2 | | non | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 3 | 2 | 2 à 3 | 1 à 2 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 3 | 3 | 2 à 3 | 1 à 3 | non | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 18 | 8 | 13 à 18 | 7 à 8 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 19 | 8 | 13 à 19 | 7 à 8 | non | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 4 | 1 | 2 à 4 | 0 à 1 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 4 | 1 | 2 à 4 | 0 à 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LOT-ET-GARONNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |

TERRITOIRE NAVARRE COTE-BASQUE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 4 | 2 | 3 à 4 | 1 à 2 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 4 | 2 | 3 à 4 | 2 | non | non |

TERRITOIRE BEARN ET SOULE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 3 | 2 | 2 à 3 | 1 à 2 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 3 | 2 | 2 à 3 | 2 | non | non |

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 3 | 3 | 2 à 3 | 1 à 3 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 3 | 3 | 2 à 3 | 1 à 3 | non | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Chirurgie HC | 4 | 1 | 3 à 4 | 1 | non | non |
| Chirurgie ambulatoire | 4 | 2 | 3 à 4 | 1 à 2 | non | non |

Gynécologie-obstétrique, néonatalogie, réanimation néonatale

Les établissements assurant la prise en charge des femmes enceintes et des nouveau-nés comprennent :

- soit une unité d'obstétrique : maternités de niveau 1 ;
- soit une unité d'obstétrique et une unité de néonatalogie (maternités de niveau 2, sans soins intensifs de néonatalogie - niveau 2A - ou avec soins intensifs de néonatalogie - niveau 2B -) ;
- soit une unité d'obstétrique, une unité de néonatalogie (avec soins intensifs) et une unité de réanimation néonatale (maternités de niveau 3).

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | 0 à 1 | | oui | non |
| Maternité niveau 2B | HC | 2 | | 1 à 2 | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | 1 | | 0 à 1 | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | | | | 0 à 1 | non | oui |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | 1 | 1 | 1 | 0 à 1 | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | | 1 | | 1 à 2 | non | oui |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | | | | | non | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | | 2 | | 2 | non | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | 1 | | 1 | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | 1 | | 1 à 2 * | | oui * | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 3 | 5 | 2 à 3 | 5 | non | non |

* sous réserve de besoins nouveaux dans la période du présent SRS qui ne pourraient être pris en charge par l'offre existante

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | | | | | non | non |

TERRITOIRE DE LOT-ET-GARONNE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |

TERRITOIRE NAVARRE COTE-BASQUE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |

TERRITOIRE BEARN ET SOULE

| Activité – Modalité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 1 | | 1 | | non | non |

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Activité – Modalité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | 1 | | 1 | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 1 | | 1 | | non | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité – Modalité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | | 1 | | 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité | Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---------------------|----------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| Maternité niveau 3 | HC | 1 | | 1 | | non | non |
| Maternité niveau 2B | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 2A | HC | | | | | non | non |
| Maternité niveau 1 | HC | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |

Activités interventionnelles sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activités – modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activités – modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 2 | 2 | non |
| Angioplastie | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | | 0 à 1* | oui |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

*2 implantations maximum pour l'infra-région ex-Limousin (Corrèze ou Haute-Vienne)

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | | | non |
| Angioplastie | | | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|--|--|-------------------------------------|
| Centre de recours cardiopathie congénitale | 1 | 1 | non |
| Rythmologie interventionnelle | 3 | 3 | non |
| Angioplastie | 5 | 4 à 5 | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DU LOT-ET-GARONNE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE NAVARRE-COTE-BASQUE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE BEARN ET SOULE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 2 | 1 à 2 | non |
| Angioplastie | 2 | 1 à 2 | non |

TERRITOIRE DEUX-SEVRES

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 | non |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Rythmologie interventionnelle | 1 | 1 à 2* | oui |
| Angioplastie | 1 | 1 | non |

*2 implantations maximum pour l'infra-région ex-Limousin (Corrèze ou Haute-Vienne)

Médecine d'urgence

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 4 | 1 | 4 | non | non |
| structure des urgences | 1 | 4 | 1 | 3 à 4 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 2 | 4 | 2 | 4 | non | non |
| dont antenne SMUR saisonnière | | 1 | | 1 | non | non |
| SMUR maritime | 1 | | 1 | | non | non |
| structure des urgences | 2 | 6 | 2 | 6 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | | 1 | | 1 | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnière | | 1 | | 1 | non | non |
| structure des urgences | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | | 1 | | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnière | | | | 0 à 1 | non | oui |
| structure des urgences | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 1 ^{er} juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |
| HéliSMUR | 1 | | 1 | | non | non |
| structure des urgences | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|--|---|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 6 | 1 | 6 | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnaire | | 1 | | 1 | non | non |
| SMUR pédiatrique | 1 | | 1 | | non | non |
| HéliSMUR | 1 | | 1 | | non | non |
| structure des urgences | 8 | 6 | 7 à 8 | 6 | non | non |
| dont antennes de structures d'urgences | | 1 | | 1 | non | non |
| Structure des urgences pédiatriques | 1 | | 1 | | non | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---|--|---|---|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 2 | | 2 | | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnaire | | 2 | | 2 | non | non |
| dont antenne SMUR saisonnaire | | 3 | | 1 à 3 | non | non |
| structure des urgences | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |

TERRITOIRE DU LOT-ET-GARONNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnière | | 1 | | 1 | non | non |
| structure des urgences | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |

TERRITOIRE NAVARRE-COTE-BASQUE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SAMU de coordination médicale maritime | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR pédiatrique Sud-Aquitaine | 1* | | 1* | | non | non |
| HéliSMUR | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR maritime | 1 | | 1 | | non | non |
| structure des urgences | 3 | 2 | 3 | 2 | non | non |

* coopération Pau/Bayonne

TERRITOIRE BEARN-SOULE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |
| SMUR pédiatrique Sud-Aquitaine | 1* | | 1* | | non | non |
| structure des urgences | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |

* Coopération Pau/Bayonne

TERRITOIRE DEUX-SEVRES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-----------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnière | | 2 | | 2 | non | non |
| dont antenne SMUR saisonnière | | | | | non | non |
| structure des urgences | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-------------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | 3 | 1 | 2 | non | non |
| dont antenne SMUR non saisonnière | | | | 1 | non | oui |
| SMUR pédiatrique | 1 | | 1 | | non | non |
| HéliSMUR | 1 | | 1 | | non | non |
| Structure des urgences | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |
| Structure des urgences pédiatriques | 1 | | 1 | | non | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|-------------------------------------|--|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SAMU-Centre 15 | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR terrestre | 1 | | 1 | | non | non |
| SMUR pédiatrique | | | 1 | | oui | non |
| dont antenne SMUR non saisonnière | | 2 | | 2 à 3 | non | oui |
| HéliSMUR | 1 | | 1 | | non | non |
| structure des urgences | 2 | 2 | 2 | 2 | non | non |
| structure des urgences pédiatriques | 1 | | 1 | | non | non |

Réanimation

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec soins continus (SC) | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 8 | 8 | non |
| Réanimation pédiatrique | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE DU LOT-ET-GARONNE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA NAVARRE-COTE-BASQUE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE BEARN ET SOULE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|-------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |
| Réanimation pédiatrique | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---------------------|--|--|-------------------------------------|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|---|---|--|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |
| Réanimation pédiatrique | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité - Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|----------------------------|---|---|--|
| Réanimation avec SC | 1 | 1 | non |
| Réanimation pédiatrique | 1 | 1 | non |

Activités cliniques et biologiques d'assistance médicale à la procréation (AMP) et activités biologiques de diagnostic prénatal (DPN)

ZONES INFRA-REGIONALES DE NOUVELLE-AQUITAINE

NORD EX-AQUITAINE (24 – 33 -47)

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|--|--|-------------------------------------|
| Assistance médicale à la procréation | | | |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | 1 | 1 | non |
| Mise en œuvre de l'accueil des embryons | 1 | 1 | non |
| Recueil, préparation, conservation et mise à disposition du sperme en vue d'un don | 1 | 1 | non |
| Préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | 1 | 1 | non |
| Conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | 1 | 1 | non |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 3 | 3 | non |
| Prélèvement de spermatozoïdes | 3 | 3 | non |
| Transfert des embryons en vue de leur implantation | 3 | 3 | non |
| Préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle | 6 | 7 | oui |
| Activités relatives à la FIV sans ou avec micromanipulation | 3 | 3 | non |
| Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux | 1 | 1 | non |
| Conservation des embryons en vue d'un projet parental | 3 | 3 | non |
| Diagnostic prénatal | | | |
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 2 | 2 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN foetal libre circulant dans le sang maternel | 1 | 1 | non |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | 1 | 1 | non |

SUD EX-AQUITAINE (40 – 64)

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|--|--|-------------------------------------|
| Assistance médicale à la procréation | | | |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | | | non |
| Mise en œuvre de l'accueil des embryons | | | non |
| Recueil, préparation, conservation et mise à disposition du sperme en vue d'un don | | | non |
| Préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | | | non |
| Conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | | | non |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 2 | 2 | non |
| Prélèvement de spermatozoïdes | 1 | 1 à 2 | oui |
| Transfert des embryons en vue de leur implantation | 2 | 2 | non |
| Préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle | 4 | 4 | non |
| Activités relatives à la FIV sans ou avec micromanipulation | 2 | 2 | non |
| Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux | 1 | 0 à 1 | non |
| Conservation des embryons en vue d'un projet parental | 2 | 2 | non |
| Diagnostic prénatal | | | |
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 3 | 3 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel | | | non |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | | | non |
| Examens de génétique moléculaire | | | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | | | non |

EX-LIMOUSIN

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|--|--|-------------------------------------|
| Assistance médicale à la procréation | | | |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | | 0 à 1 | oui |
| Mise en œuvre de l'accueil des embryons | | 0 à 1 | oui |
| Recueil, préparation, conservation et mise à disposition du sperme en vue d'un don | | 0 à 1 | oui |
| Préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | | 0 à 1 | oui |
| Conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | | 0 à 1 | oui |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 1 | 1 | non |
| Prélèvement de spermatozoïdes | 1 | 1 | non |
| Transfert des embryons en vue de leur implantation | 1 | 1 | non |
| Préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle | 2 | 3 | oui |
| Activités relatives à la FIV sans ou avec micromanipulation | 1 | 1 | non |
| Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux | 1 | 1 | non |
| Conservation des embryons en vue d'un projet parental | 1 | 1 | non |
| Diagnostic prénatal | | | |
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel | | 1 | oui |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique moléculaire | | | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | 1 | 1 | non |

EX-POITOU-CHARENTES

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|--|--|-------------------------------------|
| Assistance médicale à la procréation | | | |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'un don | | 0 à 1 | oui |
| Mise en œuvre de l'accueil des embryons | | 0 à 1 | oui |
| Recueil, préparation, conservation et mise à disposition du sperme en vue d'un don | | 0 à 1 | oui |
| Préparation, conservation et mise à disposition d'ovocytes en vue d'un don | | 0 à 1 | oui |
| Conservation des embryons en vue de leur accueil et mise en œuvre de celui-ci | | 0 à 1 | oui |
| Prélèvement d'ovocytes en vue d'une AMP | 2 | 2 | non |
| Prélèvement de spermatozoïdes | 2 | 1 à 2 | non |
| Transfert des embryons en vue de leur implantation | 2 | 2 | non |
| Préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle | 5 | 5 | non |
| Activités relatives à la FIV sans ou avec micromanipulation | 3 | 3 | non |
| Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux | 1 | 1 | non |
| Conservation des embryons en vue d'un projet parental | 2 | 2 | non |
| Diagnostic prénatal | | | |
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 1 | 2 | oui |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel | | 1 | oui |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | 1 | 2 | oui |
| Examens de génétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | 1 | 1 | non |

Examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales

ZONES INFRA-REGIONALES DE NOUVELLE-AQUITAINE

NORD EX-AQUITAINE (24 – 33 -47)

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|--|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Analyses de génétique moléculaire | 2 | 2 | non |

SUD EX-AQUITAINE (40 – 64)

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|--|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | | | non |
| Analyses de génétique moléculaire | | | non |

EX-LIMOUSIN

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|--|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Analyses de génétique moléculaire | 2 | 2 | non |

EX-POITOU-CHARENTES

| Activités - modalités | Nombre de sites autorisés au 15 juillet 2020 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|---|--|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | 1 | 2 | oui |
| Analyses de génétique moléculaire | 2 | 2 | non |

DIRECCTE NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-07-20-001

Arrêté portant formation pratique pour assurer les contrôles
mentionnés à l'article L. 6361-5 du code du travail

Arrêté du
n°
portant formation pratique pour assurer les contrôles
mentionnés à l'article L. 6361-5 du code du travail

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

VU le Code du travail et notamment les articles L. 6361-5 et D. 6361-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

VU l'arrêté interministériel du 26 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Pascal APPRÉDERISSE en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2019 de Madame Fabienne BUCCIO donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Pascal APPRÉDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté ministériel en date du 1^{er} septembre 2003 portant nomination de Monsieur Rémi BOURJAC dans le corps des attachés d'administration de l'Etat ;

VU la décision du 25 mai 2020 du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine affectant à compter du 1^{er} juillet 2020 Monsieur Rémi BOURJAC au service régional de contrôle de la formation professionnelle ;

ARRETE

Article 1^{er}

Monsieur Rémi BOURJAC, attaché d'administration de l'Etat, suit à compter de ce jour la formation pratique prévue à l'article D. 6361-3 du Code du travail, au sein du service régional de contrôle de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Nouvelle-Aquitaine.

Article 2

Monsieur Rémi BOURJAC participera aux contrôles en qualité d'assistant durant cette formation.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine.

Bordeaux, le **20 JUIL. 2020**

Pour la préfète et par délégation,
le directeur régional des entreprises, de la
concurrence, de la consommation, du travail
et de l'emploi de la région Nouvelle-
Aquitaine

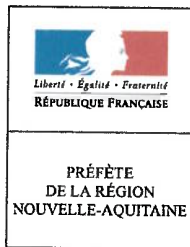


Pascal APPRÉDERISSE

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-25-010

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - BELLY
Kelly (33)



Dossier n°20022

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par Madame BELLY Kelly demeurant 1, Le Jard Thibaud 33860 VAL-DE-LIVENNE,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

Madame BELLY Kelly demeurant 1, Le Jard Thibaud 33860 VAL-DE-LIVENNE, est autorisée à exploiter 13ha 62a 14ca de vignes AOC à MARCILLAC, SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE et SAINT-PALAIS appartenant à M. BARRE Jean-François et à M. MAUVILLAIN Gérard. L'autorisation concerne diverses parcelles.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 25 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-14-008

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - DOUGNAC
Sylvie (33)



Dossier n°20094

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par Madame DOUGNAC Sylvie demeurant 30, route de l'Abbaye 33750 LES ARTIGUES DE LUSSAC,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

Madame Madame DOUGNAC Sylvie demeurant 30, route de l'Abbaye 33750 LES ARTIGUES DE LUSSAC, est autorisé à exploiter 92a 82ca de vignes AOC à LUSSAC situés à LUSSAC appartenant à DUMAS Joël. L'autorisation concerne la ou les parcelle(s) : AO59, AO60, AO61.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 14 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjoite au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-25-011

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - EARL
VIGNOBLES MIO ET FILS (33)



Dossier n°20020

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par EARL VIGNOBLES MIO ET FILS sise 455, route de la Forêt 33570 LES-ARTIGUES-DE-LUSSAC,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}

L'EARL VIGNOBLES MIO ET FILS sise 455, route de la Forêt 33570 LES-ARTIGUES-DE-LUSSAC, est autorisée à exploiter 49a 56ca de vignes AOC à LUSSAC appartenant à M. AUTIER Jean. L'autorisation concerne les parcelles AX204p, AX212p.

Article 2

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 25 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

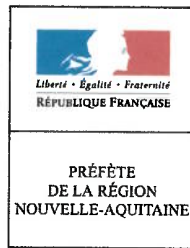
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-25-012

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter -
MARCHAND Aurelien (33)



Dossier n°20021

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)
VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,
VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,
VU la demande présentée par Monsieur MARCHAND Aurélien demeurant 6, rue des Kiwis - Les Moulineaux 17150 SAINT-BONNET-SUR-GIRONDE,
CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,
Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,
Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

Monsieur MARCHAND Aurélien demeurant 6, rue des Kiwis - Les Moulineaux 17150 SAINT-BONNET-SUR-GIRONDE, est autorisé à exploiter 5ha 31a 67ca de vignes AOC à SAINT-PALAIS appartenant à M. BERNARDIN Philippe. L'autorisation concerne diverses parcelles.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 25 mai 2020
Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

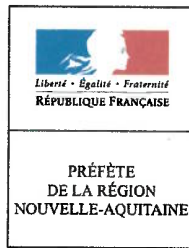
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-14-009

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SAS ENZO
IDE (33)



Dossier n°20044

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par la SAS ENZO IDE sise 316bis, Grand Champs 33330 ST-SULPICE-DE-FALEYRENS,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

La SAS ENZO IDE sise 316bis, Grand Champs 33330 ST-SULPICE-DE-FALEYRENS, est autorisée à exploiter 2ha 01a 37ca de vignes AOC à LA RIVIERE appartenant à Thierry DUMEYNIU. L'autorisation concerne diverses parcelles.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 14 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjoite au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-14-010

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SCEA DE
MAUPAS (33)



Dossier n°20115

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par la SCEA DE MAUPAS sise 1, Le Bourg - 33790 SOUSSAC,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

La SCEA DE MAUPAS sise 1, Le Bourg - 33790 SOUSSAC, est autorisée à exploiter 29ha 18a 34ca de vignes AOC à CAZAUGITAT, CAUMONTet SOUSSAC appartenant au GFA LA GAROUSSE. L'autorisation concerne les parcelles ZE56, B533, B75, B76, ZE47, ZE48, ZE94, ZB47, ZE36, ZD31, ZD 33.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 14 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-14-011

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SCEA
PIERRE CORDONNIER (33)



Dossier n°20141

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par la SCEA PIERRE CORDONNIER sise Château Anthonic, Route du Maliney 33480 MOULIS MEDOC,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}

La SCEA PIERRE CORDONNIER sise Château Anthonic, Route du Maliney - 33480 MOULIS MEDOC, est autorisée à exploiter 1h 79a 54ca de vignes AOC à MOULIS-EN-MEDOC appartenant au GFA LES VIGNOBLES JANDER. L'autorisation concerne les parcelles B2101, B2102, B2103.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 14 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/L.e directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

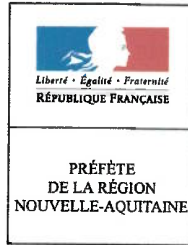
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-14-012

Arrêté accordant une autorisation d'exploiter - SIRAC
Mathieu (33)



Dossier n°20024

ARRETE
accordant autorisation d'exploiter
La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU la demande présentée par Monsieur SIRAC Matthieu demeurant Impasse Sallebertrand 33420 MOULON,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

Sur proposition du Directeur départemental des territoires et de la Mer de la Gironde,

Sur proposition du Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

Monsieur SIRAC Matthieu demeurant Impasse Sallebertrand 33420 MOULON, est autorisé à exploiter 1ha 08a 65ca de vignes AOC à MOULON appartenant à Mme Anne-France RIGOLE. L'autorisation concerne diverses parcelles.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Gironde et le directeur départemental des territoires et de la mer de Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 14 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-11-005

Arrêté modificatif portant autorisation d'exploiter un bien
agricole au titre du contrôle des structures - EARL
CDIRECBIO (47)



Dossier n° 19288

Arrêté modificatif portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral de région en date du 31 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures en date du 02 mars 2020 au GFA LAPASSERE (M. RINAUDO), «Feytis et pichots» 47430 Le Mas d'Agenais,

CONSIDÉRANT que la dénomination du demandeur est erronée sur l'arrêté du 02 mars 2020,

Sur proposition de la directrice départementale des territoires de Lot-et-Garonne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

L'article 1^{er} de l'arrêté en date du 02 mars 2020 est modifié comme suit :

L'EARL CDIRECTBIO (M. RINAUDO), «Cabeil» 47430 Le Mas d'Agenais est autorisée à exploiter le bien foncier agricole, objet de la demande susvisée, d'une superficie totale de 04 ha 60 a 00 ca sis à Le Mas d'Agenais appartenant à M. ROUX Daniel à Le Mas d'Agenais. L'autorisation concerne la parcelle ZL84 à Le Mas d'Agenais.

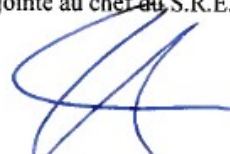
Le reste est inchangé.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de Lot-et-Garonne et la directrice départementale des territoires de Lot-et-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 11 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- **soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,**
- **soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de BORDEAUX. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr**

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de BORDEAUX.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-07-006

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au
titre du contrôle des structures - ASSOCIATION LES
TISSERANDS (23)



Dossier n° 023_2020_044

ARRETE portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015-380 du 24/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) du Limousin,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du SDREA pour la Région Limousin en date du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté modificatif n°23-2018-05-22-001 du 22 mai 2018 à l'arrêté préfectoral n°23-2016-10-10-002 du 10 octobre 2016 modifié fixant la composition de la section structures, économie des exploitations et coopératives de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par l'**Association Les Tisserands** 15 la Vialle 23400 SAINT MOREIL, auprès de la Direction Départementale des Territoires de la CREUSE, **enregistrée le 21 février 2020** sous le n°044, relative à un bien foncier d'une superficie de **21,73 ha sis sur la commune de SAINT MOREIL**, appartenant à l'**indivision HOUBEN**,

VU l'avis émis par la commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa section structures, économie des exploitations et coopératives lors de sa séance du 3 avril 2020 (saisine écrite),

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles du Limousin,

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la CREUSE,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1.

L'Association Les Tisserands est autorisé(e) à exploiter une surface de 21,73 ha sur la commune de SAINT MOREIL appartenant à l'indivision HOUBEN au motif suivant : pas de nouvelle candidature .

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la CREUSE et le directeur départemental des territoires de la CREUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 07 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-07-007

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - COURAUD Cedric (23)



Dossier n° 023_2020_047

ARRETE portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015-380 du 24/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) du Limousin,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du SDREA pour la Région Limousin en date du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté modificatif n°23-2018-05-22-001 du 22 mai 2018 à l'arrêté préfectoral n°23-2016-10-10-002 du 10 octobre 2016 modifié fixant la composition de la section structures, économie des exploitations et coopératives de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par **Monsieur COURAUD Cédric** 1 Marque 23250 SARDENT, auprès de la Direction Départementale des Territoires de la CREUSE, **enregistrée le 21 février 2020** sous le n°047, relative à un bien foncier d'une superficie de **24,66 ha sis sur la commune de SARDENT**, appartenant à **Madame LAPEYRIE Marie-Claude, Monsieur GIRAUD Jean-Pierre**,

VU l'avis émis par la commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa section structures, économie des exploitations et coopératives lors de sa séance du 3 avril 2020 (saisine écrite),

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles du Limousin,

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la CREUSE,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1.

Monsieur COURAUD Cédric est autorisé(e) à exploiter une surface de 24,66 ha sur la commune de SARDENT appartenant à Madame LAPEYRIE Marie-Claude, Monsieur GIRAUD Jean-Pierre au motif suivant : pas de nouvelle candidature .

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la CREUSE et le directeur départemental des territoires de la CREUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 07 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-07-004

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - COURTY Gilles (23)



Dossier n° 023_2019_137

ARRETE portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015-380 du 24/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) du Limousin,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du SDREA pour la Région Limousin en date du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté modificatif n°23-2018-05-22-001 du 22 mai 2018 à l'arrêté préfectoral n°23-2016-10-10-002 du 10 octobre 2016 modifié fixant la composition de la section structures, économie des exploitations et coopératives de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par **Monsieur COURTY Gilles** Les Farges 23500 GIOUX, auprès de la Direction Départementale des Territoires de la CREUSE, **enregistrée le 23 décembre 2019** sous le n°137, relative à un bien foncier d'une superficie de **5,47 ha sis sur la commune de GIOUX**, appartenant à **Madame LASCOUX Nicole, Monsieur LARBRE Jacques, l'indivision THOLLET**,

VU l'avis émis par la commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa section structures, économie des exploitations et coopératives lors de sa séance du 16 janvier 2020,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles du Limousin,

CONSIDERANT que Madame BOUTET Delphine, dont la demande était en concurrence avec celle du GAEC DE VERVIALLE à l'issue de la publicité, s'est désistée sur la totalité des surfaces par courriers du 27 mars 2020 et du 21 avril 2020,

CONSIDERANT alors, qu'il n'y a plus de concurrence,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la CREUSE,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1.

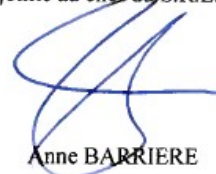
Monsieur COURTY Gilles est autorisé à exploiter une surface de 5,47 ha sur la commune de GIOUX appartenant à Madame LASCOUX Nicole, Monsieur LARBRE Jacques, l'indivision THOLLET au motif suivant : pas de nouvelle candidature .

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la CREUSE et le directeur départemental des territoires de la CREUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 07 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-05-002

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - EARL FONTENOIS (16)



Dossier n° 1619418

**Arrêté portant autorisation d'exploiter d'un bien agricole
au titre du contrôle des structures**

La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12 ;

VU l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes ;

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine ;

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la demande d'autorisation d'exploiter présentée par l'EARL FONTENOIS domiciliée 2 rue de la ferme 16440 Roullet St Estèphe, auprès de la direction départementale des territoires de la Charente, enregistrée le 19 décembre 2019 sous le n° 1619418, relative à un bien foncier agricole d'une superficie de 15,81 hectares, appartenant à l'Indivision DECOUX, sis sur les communes de Roullet St Estèphe et La Couronne ;

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

CONSIDERANT l'information de la commission départementale d'orientation de l'agriculture lors de sa séance du 13 février 2020 ;

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires de la Charente ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine ;

ARRETE

Article 1^{er}

L'EARL FONTENOIS dont le siège d'exploitation est situé 2 rue de la ferme 16440 Roullet St Estèphe, est autorisée à exploiter le bien agricole objet de la demande susvisée d'une superficie de 15,81 hectares, appartenant à l'Indivision DECOUX, sis sur les communes de Roullet St Estèphe et La Couronne.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la Charente et la directrice départementale des territoires de la Charente, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 05 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-07-008

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au
titre du contrôle des structures - GAEC DE
LAGEAUMONT (23)



Dossier n° 023_2020_043

ARRETE portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015-380 du 24/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) du Limousin,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du SDREA pour la Région Limousin en date du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté modificatif n°23-2018-05-22-001 du 22 mai 2018 à l'arrêté préfectoral n°23-2016-10-10-002 du 10 octobre 2016 modifié fixant la composition de la section structures, économie des exploitations et coopératives de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par le **GAEC DE LAGEAUMONT 6** Lageaumont 23170 LUSSAT, auprès de la Direction Départementale des Territoires de la CREUSE, **enregistrée le 21 février 2020** sous le n°043, relative à un bien foncier d'une superficie de **3,6 ha sis sur la commune de LUSSAT**, appartenant à **Madame LAMY Marie-Thérèse**,

VU l'avis émis par la commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa section structures, économie des exploitations et coopératives lors de sa séance du 3 avril 2020 (saisine écrite),

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles du Limousin,

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la CREUSE,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1.

Le GAEC DE LAGEAUMONT est autorisé(e) à exploiter une surface de 3,6 ha sur la commune de LUSSAT appartenant à Madame LAMY Marie-Thérèse au motif suivant : pas de nouvelle candidature .

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la CREUSE et le directeur départemental des territoires de la CREUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 07 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-07-005

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au
titre du contrôle des structures - GAEC DE VERVIALLE

(23)



Dossier n° 023_2019_033

ARRETE portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015-380 du 24/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) du Limousin,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du SDREA pour la Région Limousin en date du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté modificatif n°23-2018-05-22-001 du 22 mai 2018 à l'arrêté préfectoral n°23-2016-10-10-002 du 10 octobre 2016 modifié fixant la composition de la section structures, économie des exploitations et coopératives de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par le **GAEC DE VERVIALLE** Vervialle 23500 LA NOUAILLE, auprès de la Direction Départementale des Territoires de la CREUSE, **enregistrée le 5 février 2020** sous le n°033, relative à un bien foncier d'une superficie de **57,28 ha sis sur la (ou les) commune(s) de GIOUX**, appartenant à **Madame LASCOUX Nicole, l'indivision COURTY**,

VU l'avis émis par la commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa section structures, économie des exploitations et coopératives lors de sa séance du 20 février 2020,

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles du Limousin,

CONSIDERANT que Madame BOUTET Delphine, dont la demande était en concurrence avec celle du GAEC DE VERVIALLE à l'issue de la publicité, s'est désistée sur la totalité des surfaces par courriers du 27 mars 2020 et du 21 avril 2020,

CONSIDERANT alors, qu'il n'y a plus de concurrence,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la CREUSE,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1.

Le GAEC DE VERVIALLE est autorisé(e) à exploiter une surface de 57,28 ha sur la(les) commune(s) de GIOUX appartenant à Madame LASCOUX Nicole, l'indivision COURTY au motif suivant : .

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la CREUSE et le directeur départemental des territoires de la CREUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 07 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-14-013

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - LAHET Patrice (40)



Dossier n° 040-2020-0089

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole
au titre du contrôle des structures**

La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral en date du 31/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) d'Aquitaine,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur Patrice LAHET ayant son siège au 315 route de Dax – 40300 SAINT LON LES MINES auprès de la direction départementale des territoires et de la mer des Landes, enregistrée le 20 février 2020 sous le n° 040-2020-0089, relative à la reprise d'un bien foncier portant sur 6,03 ha situés sur les communes de BELUS et SAINT LON LES MINES et appartenant à Madame et Monsieur Daniel DUFAU,

CONSIDERANT que cette demande est conforme aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles,

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Landes,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1^{er}.

Monsieur Patrice LAHET ayant son siège au 315 route de Dax – 40300 SAINT LON LES MINES est autorisé à exploiter 6,03 ha situés sur les communes de BELUS et SAINT LON LES MINES et appartenant à Madame et Monsieur Daniel DUFAU,

L'autorisation concerne les parcelles :

B 425 / 426 / 536 / 744 / 746 / 747 / 770 - AY 144.

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète des Landes et le directeur départemental des territoires et de la mer des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 14 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

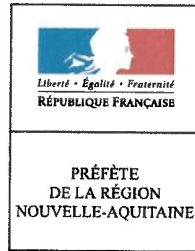
- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-05-07-009

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - VEYSSET Sebastien (23)



Dossier n° 023_2020_045

ARRETE portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures

**La préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
Préfète de la Gironde,**

VU la loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

VU l'arrêté préfectoral N° 2015-380 du 24/12/2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) du Limousin,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du SDREA pour la Région Limousin en date du 19 janvier 2018,

VU l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

VU la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU l'arrêté modificatif n°23-2018-05-22-001 du 22 mai 2018 à l'arrêté préfectoral n°23-2016-10-10-002 du 10 octobre 2016 modifié fixant la composition de la section structures, économie des exploitations et coopératives de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU la demande d'autorisation préalable d'exploiter présentée par **Monsieur VEYSSET Sébastien** 2 chemin de Mandonnet 23190 BELLEGARDE EN MARCHE, auprès de la Direction Départementale des Territoires de la CREUSE, **enregistrée le 21 février 2020** sous le n°045, relative à un bien foncier d'une superficie de **1,24 ha sis sur la commune de BELLEGARDE EN MARCHE**, appartenant à **Madame NIGON Renée**,

VU l'avis émis par la commission départementale d'orientation de l'agriculture dans sa section structures, économie des exploitations et coopératives lors de sa séance du 3 avril 2020 (saisine écrite),

CONSIDERANT que la demande est conforme aux orientations du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles du Limousin,

CONSIDERANT l'absence de demande concurrente,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la CREUSE,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Nouvelle-Aquitaine,

ARRETE

Article 1.

Monsieur VEYSSET Sébastien est autorisé(e) à exploiter une surface de 1,24 ha sur la commune de BELLEGARDE EN MARCHE appartenant à Madame NIGON Renée au motif suivant : pas de nouvelle candidature .

Article 2.

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la CREUSE et le directeur départemental des territoires de la CREUSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

A Limoges, le 07 mai 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le D.R.A.A.F.,
P/Le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :

- soit un recours gracieux devant la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le Ministre en charge de l'agriculture,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges.